

En mouvement

Quel projet politique anticapitaliste, féministe et écosocialiste ? Une mise au point nécessaire

jeudi 24 janvier 2008, par [solidaritéS](#) (Date de rédaction antérieure : 9 janvier 2008).

C'est avec surprise que la coordination de solidaritéS (Genève) a pris connaissance de l'article signé Sylvie Tamborini pour l'ATS et publié par *Le Courrier* du samedi 5 janvier. Intitulé « L'idée de créer un seul parti d'extrême gauche fait son chemin », il affirme que solidaritéS, les Communistes et les Indépendant-e-s avanceraient vers la création d'un parti unifié et que le Parti du Travail y serait seul opposé. Cette information est fantaisiste puisque, depuis leur division et leur échec aux élections fédérales du 21 octobre dernier, les composantes d'AGT en tant que telles n'ont maintenu de contacts que dans le cadre de la politique municipale, où nos élu-e-s travaillent au sein de mêmes groupes. Si bien que l'annonce par l'ATS, reprise dans les colonnes du Courrier, d'une assemblée cantonale des sympathisant-e-s d'AGT, ce printemps, qui aurait « en point de mire la création d'un seul grand parti » ne repose sur rien.

Il est par ailleurs faux de présenter l'échec d'AGT comme le résultat d'une guerre des chefs ou d'une querelle de « grands egos ». Ce faisant, on s'interdit de voir les désaccords et les limites politiques qui en sont les causes principales. Par exemple, en refusant le sous-apparement avec AGT et les Communistes aux élections nationales de cet automne, la direction du PdT genevois a clairement indiqué qu'elle soutenait – sur le même plan – ses autres partenaires d'AGT, le Parti Socialiste et les Verts, contribuant par là directement à l'élection d'un Conseiller national du PS à la place du candidat sortant d'AGT. Par ailleurs, le fait que l'élu d'AGT dans le canton de Vaud ait décidé seul de rejoindre le groupe parlementaire des Verts n'a pas contribué à réduire la confusion... En effet, le PS et les Verts mènent, sur le fond, une politique d'accompagnement des réformes néolibérales préconisées par la droite, en contradiction flagrante avec les programmes électoraux et les déclarations d'AGT.

Nous avons aussi un sérieux différend politique avec les Indépendant-e-s de gauche, qui soutiennent une politique de contingentement de l'immigration calquée sur celle de l'Union syndicale suisse et du Parti socialiste des années 60-70. Or, dans la période actuelle de mondialisation capitaliste, de telles recettes sont totalement illusoires, face à la mobilité sans précédent des marchandises et des capitaux. De surcroît, elles favorisent la division des salarié-e-s et, dans le contexte genevois, la désignation des frontaliers-ères comme boucs émissaires, contribuant à affaiblir encore le camp des travailleurs-euses.

On le voit, de tels désaccords ne relèvent pas de problèmes de personnes, mais d'orientation ! Ils doivent être débattus de façon sérieuse et dépassés par toutes celles et ceux qui entendent construire ensemble une force politique anticapitaliste, écosocialiste et féministe porteuse d'un projet d'avenir. Or, l'expérience a montré que le cadre politique et organisationnel d'AGT n'était pas crédible pour un tel développement.

C'est pourquoi, solidaritéS a décidé de tenir un Congrès ce printemps à Genève, puis à la fin de

l'année au niveau national, pour redéfinir son projet politique en fonction des mutations profondes du capitalisme actuel. Notre vision des alliances sera donc rediscutée à partir de critères politiques et non de jugements subjectifs sur l'attitude de tel ou tel responsable des autres forces auxquelles nous avons été associés.

La Coordination de solidaritéS, GE (7.1.08)

P.-S.

* Paru dans le périodique suisse « solidaritéS » n°120 (09/01/2008), p. 2.